Séance publique du 10 juin 2002

Délibération n° 2002-0633

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Subvention complémentaire versée au Coparly - Avenant à la convention-cadre**

service : Direction générale - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 22 mai 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération en date du 18 mars 2002, le conseil de Communauté a mis en place un dispositif de conventionnement avec le Comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise (Coparly) auquel la Communauté urbaine verse une contribution annuelle globale de 149 400 €, affectée exclusivement au deuxième collège des collectivités.

Par ailleurs, la Communauté urbaine exploite en régie le centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon-Gerland. A ce titre, elle est assujettie à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) instituée par le décret n° 95-515 du 3 mai 1995, qui prévoit dans son article 2 que la taxe est due par les personnes physiques ou morales exploitant une installation classée soumise à autorisation.

Le même décret a prévu dans son article 4 que les personnes mentionnées à l'article 2 qui sont membres d'une association de gestion de réseau de mesure de la pollution atmosphérique agréée... sont autorisées à déduire des cotisations de taxe parafiscale dues par elles... les contributions ou dons de toute nature qu'elles ont versées à celle-ci au titre de l'année civile précédente.

Jusqu'à présent il n'y avait pas de versement de la Communauté urbaine au Coparly au titre du troisième collège en tant qu'exploitant d'une installation classée, et la Communauté urbaine versait une TGAP d'environ 30 000 €.

Afin que le Coparly puisse attester du versement, dans le troisième collège, d'une contribution suffisante pour que la Communauté urbaine ne soit plus redevable de la TGAP-Air, il est proposé d'augmenter notre subvention de 15 000 € par an.

Il ne s'agirait donc pas, pour la Communauté urbaine, d'une charge supplémentaire, mais d'un gain global d'environ 15 000 €. Dans le même temps le soutien au Coparly serait réévalué du même montant.

Ce soutien complémentaire devra faire l'objet d'un avenant à la convention du 2 avril 2002 dont le Conseil a approuvé la signature avec le Coparly par délibération en date du 18 mars 2002 ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 18 mars 2002 ;

Vu le décret n° 95-515 en date du 3 mai 1995 ;

Vu la convention du 2 avril 2002 signée avec le Coparly ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Décide de porter la contribution annuelle versée au Coparly à 164 400 €.

2° - Autorise monsieur le président à signer avec le Coparly l'avenant n° 1 à la convention du 2 avril 2002.

3° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2002 et 2003 - compte 657 480 - fonction 830.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,